

**Isabelle Bodin - Nature et Jardins de Crespières.
A : Gilbert Richard - Mairie de Crespières**

Crespières, le 15 Novembre 2006

MEMO SUR LA ZNIEFF DU CAMP DE FRILEUSE.

Introduction

Une ZNIEFF n'est pas une zone protégée et en tant que telle, elle ne représente pas un argument juridique pour éviter un aménagement préjudiciable. Toutefois, sa qualité dépend des espèces rares ou protégées qui s'y trouvent. Ceux-ci peuvent, à ce titre, changer les orientations d'un projet et influencer sur les décisions de transformations.

Nous proposons de faire une analyse des espèces qui se trouvent sur la ZNIEFF de niveau 1 du Camp de Frileuse.

Nous verrons en conclusion que des espèces bénéficiant du même type de protection que nos espèces locales ont changé le cours de chantiers importants.

Nous proposons de procéder au même type d'analyse sur les ZNIEFF ou espaces protégés de la commune de Crespières, pour renforcer la protection de l'environnement sur notre territoire face à des projets ultérieurs qui pourraient le menacer.

I. Qu'est ce qu'une ZNIEFF ?

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère chargé de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine naturel de la France. L'inventaire identifie, localise et décrit les territoires d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il organise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore. La validation scientifique des travaux est confiée au Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et au Muséum National d'Histoire Naturelle. L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe.

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ; - c'est celle du Camp de Frileuse)
- les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Ceci n'est pas une zone protégée mais donne quand même un argument à mettre en avant, notamment au point de vue juridique, par le biais des espèces protégées qui s'y trouvent. Devant un tribunal, elle a son importance et peut entraîner la création d'une jurisprudence ou s'appuyer sur des cas semblables (évoqués ci-après).

La ZNIEFF du Camp de Frileuse est répertoriée par l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) avec à l'inventaire, en autres espèces :

- des orchidées sauvages
- un reptile : la coronelle lisse (Chordata, reptilia).

L'inventaire des ZNIEFF est mené par le Muséum d'Histoire Naturelle.

II. Qu'est ce que la coronelle lisse ?

Ordre : Squamates

Sous ordre : Ophidiens

Famille : Colubridés

Taille adulte : 50-60 cm, rarement plus de 70 cm. Queue : 1/4 (mâle) à 1/6 (femelle) de la longueur totale.

Poids adulte : 50-70 g adulte.

Identification :

Adultes : serpent assez petit, fin, au cou mal défini et à la tête plutôt petite. La coloration générale est brun-gris, avec, sur le dos, deux rangées de petites taches foncées généralement disposées par paire, formant parfois de courtes barres transversales mais jamais de dessin en zigzag, sur la tête, un trait sombre passant en travers le l'oeil jusqu'à la narine et, sur la nuque, généralement une large tache foncée en forme de selle ou de U. Les dessins formés par les taches et lignes sombres, très variables selon les individus, sont utilisés dans les études nécessitant une reconnaissance individuelle. Il n'y a pas de différence nette entre les sexes. Son nom spécifique s'explique par le fait que les écailles dorsales sont lisses, non carénées.

Jeunes : mêmes caractères que chez l'adulte. Le dessus de la tête peut être entièrement noir.

Espèces voisines : la Coronelle peut être confondue avec les deux autres espèces de serpents, en particulier avec la Vipère péliade, et éventuellement avec l'Orvet. Elle se distingue de la Vipère péliade par la forme de la tête qui est bien définie chez cette dernière, par son corps plus élancé (queue courte chez la Vipère), par l'absence de bande sombre en zigzag sur le dos, ainsi que par différents caractères visibles de près : pupille ronde et présence de grandes plaques sur la tête (comme chez la Couleuvre à collier); écailles dorsales dépourvues de carène (contrairement aux deux autres serpents).

Elle se distingue de la Couleuvre à collier par sa taille adulte faible, la présence du trait foncé en travers de l'oeil et l'absence de collier clair sur la nuque (caractère non exclusif, certains individus âgés de Couleuvre à collier pouvant en être dépourvus).

Elle peut éventuellement être confondue avec l'Orvet, en particulier au stade immature; elle en diffère notamment par le cou plus net, le trait sombre en travers de l'oeil, les paupières non mobiles et l'écaillure (grandes écailles ventrales).

Signes de présence

Hormis les individus immobiles trouvés en train de prendre le soleil, la présence d'un serpent est décelée par le bruit de son déplacement dans la végétation. Elle est surtout active en début et en fin des journées chaudes, ou par temps nuageux. En cas de chaleur élevée, on l'observera surtout sous de grosses pierres, des tôles,... Les femelles gestantes s'exposent davantage au soleil, pour favoriser le développement de leur progéniture.

Comme les lézards, les serpents muent plusieurs fois par an. La mue ou exuvie est abandonnée d'un seul tenant, ce qui permet l'identification par examen de l'écaillure.

La Couleuvre coronelle est inoffensive pour l'homme, comme la Couleuvre à collier : elle est qualifiée de serpent aglyphe, c'est-à-dire dépourvu de dents spécialisées pour inoculer le venin. Sa morsure est insignifiante.

Régime alimentaire

La Coronelle adulte se nourrit principalement de petits rongeurs, ainsi que de jeunes oiseaux d'espèces nichant au sol, éventuellement de lézards. Sa réputation de grande prédatrice de lézards ne s'appliquerait pas à nos régions. Toutefois, les jeunes se nourrissent davantage de lézards, ainsi que d'orvets et d'insectes.

Habitat

La Coronelle occupe principalement des habitats secs, chauds et ensoleillés, et montre une plasticité écologique relativement grande. On la rencontre par conséquent dans un assez large spectre d'habitats ouverts ou semi-ouverts de Wallonie, caractérisés en principe par une structure végétale hétérogène et par la présence de rochers, pierres ou murs, de branches et souches,..., utilisés comme refuge et comme "places à soleil". On la rencontre dans les landes et pelouses sur sol calcaire ou acide, dans des milieux pierreux naturels, les lisières forestières, mais aussi dans différents biotopes secondaires, tels que d'anciennes carrières, des talus des voies ferrées, de vieux murs et des haies. Sporadiquement, elle s'observe dans des milieux plus humides et à proximité de zones habitées (individus erratiques).

Cycle annuel

Les Coronelles quittent leurs quartiers d'hiver fin mars-début avril (plus tard que nos deux autres serpents). Les accouplements ont lieu en avril-mai et les naissances de fin août à début octobre. Une seconde période d'accouplements est parfois signalée fin août-septembre. **L'hivernage débute à la mi-octobre, parfois plus tard.**

Reproduction

- **Système reproductif** : espèce ovovivipare.
- **Territoire** : le territoire estival présente selon les études une surface comprise entre 600 m² et 3 ha, les mâles ayant un rayon d'action plus grand que les femelles.

- **Ponte et incubation** : la ponte a lieu après une incubation de 4-5 mois dans le corps de la femelle. La ponte est composée de 3 à 15 oeufs, le nombre étant fonction de la taille de la femelle. Les jeunes, longs de 14-20 cm, déchirent l'enveloppe membraneuse de l'oeuf peu après la ponte (quelques minutes à quelques heures) ; les individus morts-nés semblent fréquents chez cette espèce. **Les femelles ne se reproduisent en principe qu'une année sur deux**; elles doivent en effet reconstituer leurs réserves au cours de l'année suivant la reproduction.
- **Maturité sexuelle** : elle survient généralement chez les deux sexes au cours de la quatrième année.
- **Longévité** : au plus, environ 20 ans.

Déplacements

Le site d'hivernage peut être éloigné de quelques centaines de mètres de l'habitat estival, lorsque ce dernier ne contient pas de quartier d'hiver favorable. On observe donc dans ce cas des mouvements saisonniers (Günther, 1996). L'espèce est toutefois réputée plus casanière que les deux autres serpents.

Les déplacements journaliers, qui sont surtout notés entre 8 et 18 heures, sont longs en majorité d'une centaine de mètres, exceptionnellement de 300 m.

Répartition géographique En Europe

Son aire de répartition couvre une grande partie de l'Europe, du sud de l'Angleterre jusqu'au Caucase et à l'Oural vers l'est. Elle s'étend du sud de la Scandinavie jusqu'au nord de la péninsule ibérique et inclut l'Italie (îles méditerranéennes exclues, sauf la Sicile) et la Grèce.

Populations

- **Europe** : le comportement très discret de l'espèce entraîne une difficulté d'estimer sa densité; les chiffres cités vont de 1-2 exemplaires /ha à 17/ha (Günther, 1996). Ailleurs en Europe, elle est considérée comme en danger dans les régions situées à la limite septentrionale de son aire, notamment aux Pays-Bas et dans le sud de l'Angleterre.

Menaces

- La **perte d'habitats favorables** est, comme pour les autres reptiles, la principale cause de la régression de l'espèce : **réduction de la surface occupée par les landes et pelouses, accompagnée d'un morcellement défavorable à l'espèce; disparition ou altération de certains biotopes secondaires, comme les anciennes voies ferrées et carrières désaffectées, les vieux murs, les haies,...**
- La réduction généralisée de ses habitats conduit à **une fragmentation de son aire de répartition et par conséquent à l'isolement de certaines de ses populations.**
- La **gestion défavorable des voies ferrées** menace la survie de certaines populations : enlèvement du ballast et des traverses en bois des voies désaffectées, transformation de celles-ci en piste cyclable asphaltée, boisement spontané des anciennes voies, usage généreux d'herbicides le long des voies ferrées en activité,...
- La **destruction directe par l'homme** a encore régulièrement lieu, accrue par la confusion possible avec la Vipère.

Ennemis

Ses prédateurs sont divers rapaces diurnes et certains mammifères comme le hérisson, l'hermine, le putois, la fouine. Les jeunes peuvent être consommés par différents corvidés. En cas de fortes densités, le cannibalisme peut réduire le taux de survie des jeunes.

Comme tout serpent, elle est encore fréquemment détruite par l'homme, sa ressemblance avec la Vipère péliade pouvant accentuer sa destruction.

Statut de protection

- **Europe :**

Espèce de l'Annexe 4 (inclus les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte) de la Directive 92/43/CEE sur la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Espèce de l'Annexe 2 de la Convention de Berne (19 septembre 1979) : engagement à protéger le milieu de vie.

- **Belgique et Wallonie :** l'espèce est intégralement protégée en Wallonie par le décret dit "Natura 2000" du 6 décembre 2001. Elle l'est en Flandre par l'arrêté royal du 22 septembre 1980 sur la protection des espèces indigènes de Batraciens et de Reptiles.

Mesures de conservation particulières

La gestion de réserves naturelles favorables à l'espèce et de sites comme les domaines militaires doit davantage tenir compte de l'herpétofaune (par exemple, hétérogénéité des milieux).

La gestion appropriée de certains habitats anthropiques, comme les anciennes voies ferrées et les carrières désaffectées, est indispensable.

Des milieux peu favorables à la sylviculture devraient être partiellement gérés en fonction des biocénoses liées aux végétations pionnières sans permettre l'évolution vers des boisements fermés (gestions de lisières et de clairières).

Pour cette espèce assez peu mobile, le maintien d'un réseau substantiel de couloirs de passage et de sites relais est important.

Les serpents étant sensibles aux dérangements, il est nécessaire de conserver de nombreuses possibilités d'abris (tas de bois, haies, murs non rejointoyés, ...).

La coronelle lisse bénéficie donc de trois niveaux de protection

- Communautaire : Directive Habitats-Faune-Flore : annexe IV
- International : Convention de Berne : Annexe II
- National : Amphibiens et reptiles protégés : article 1.

Cette espèce est protégée de façon absolue.

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE ET DU MILIEU NATUREL DE L'EUROPE

Recommandation n° 52 (adoptée le 6 décembre 1996) sur la conservation des habitats d'espèces d'invertébrés

Le Comité permanent de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, agissant en vertu de l'article 14 de la Convention:

Eu égard à la Recommandation (86) 10 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe concernant la Charte sur les invertébrés;

Rappelant que la diversité des espèces d'invertébrés représente l'essentiel de la diversité animale de l'Europe;

Rappelant que 81 espèces d'invertébrés sont mentionnées dans les Annexes à la Convention;

Considérant que la protection et l'aménagement des habitats sont des moyens de conservation utiles en ce qui concerne la protection des espèces d'invertébrés;

Notant cependant que de nombreuses espèces d'invertébrés sont tributaires de la présence de certaines composantes de leurs habitats naturels - bois mort, et/ou petites zones humides par exemple - qui ne présentent pas d'intérêt particulier pour les espèces de vertébrés et dont on a tendance à négliger la conservation;

Soucieux de promouvoir la conservation de la diversité des invertébrés;

Recommande aux Parties contractantes:

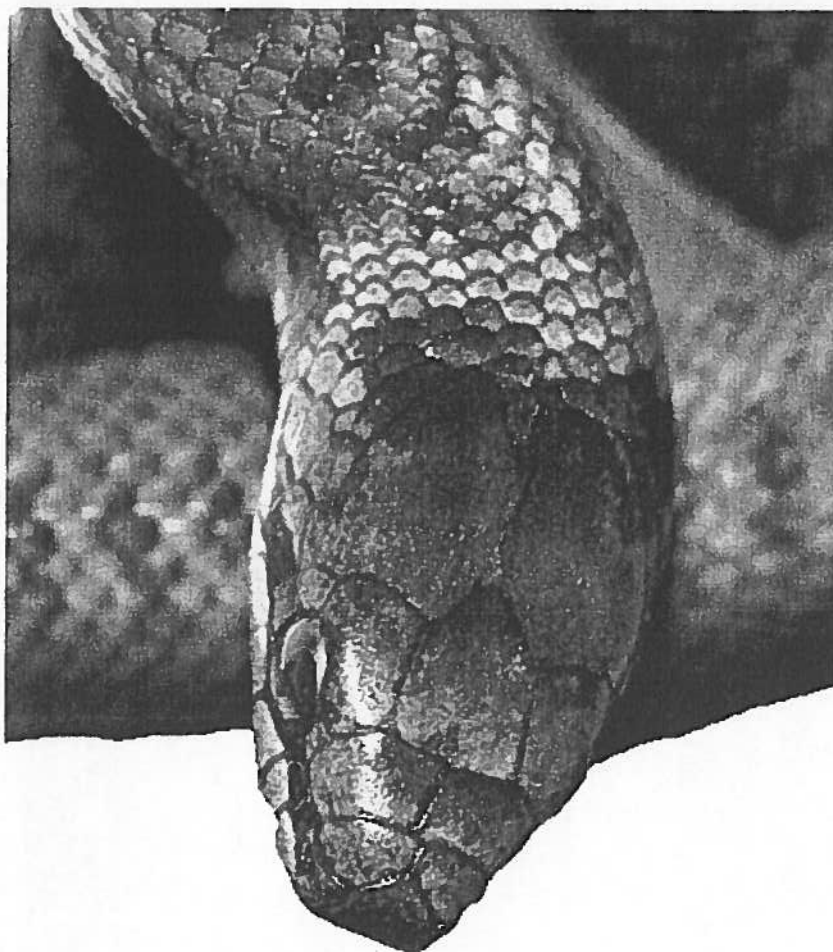
- 1 D'établir des plans de protection ou de rétablissement pour les espèces d'invertébrés menacées, notamment celles qui figurent dans les Annexes à la Convention; d'utiliser à cet égard des mesures de conservation et de gestion des habitats; lors de la conception de ces plans, de tenir compte des spécificités de la conservation des invertébrés, en particulier de la nécessité de protéger les métapopulations et de conserver tout un ensemble d'habitats interdépendants, qui sont tous nécessaires pour maintenir l'espèce en situation favorable du point de vue de sa conservation;
- 2 D'accorder une attention particulière, tout en protégeant le milieu naturel, à la conservation des écosystèmes d'une grande importance pour la protection des invertébrés sur le territoire européen: écosystèmes marins, forêts anciennes à feuilles caduques, zones humides, écosystèmes de type méditerranéen; les écosystèmes qui sont isolés géographiquement ou écologiquement sont d'une importance particulière pour les espèces endémiques (îles, cavernes, écosystèmes de haute montagne, habitats hyperhalins, écosystèmes très secs);
- 3 D'encourager un aménagement des habitats qui permette d'attacher une importance particulière à la conservation de certains éléments du paysage (bois morts, rus, haies, etc.) propices à la création de micro-habitats indispensables à la survie de nombreuses espèces d'invertébrés
- 4 D'étudier les habitats naturels de la faune invertébrée en établissant un inventaire complet des espèces d'invertébrés et plus spécialement des espèces rares et endémiques; d'encouragé l'échantillonnage des biotopes sous-représentés tels que les marais, les sommets, la canopée, l'écosystèmes souterrains et les biotopes hyperhalins;
- 5 De promouvoir la recherche sur les mesures en matière d'habitat nécessaires à la conservation des invertébrés.

Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, modifiée par la directive 97/62/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvages.

Arrêté du 22 juillet 1993 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire.

Coronelle-lisse

Coronella austriaca
(Linné, 1768)



Quelques chiffres clés:

taille : de 60 à 75 cm

Le mâle est plus petit que la femelle

- température tolérée : entre 10°C et 38°C

- hivernage : commence en octobre-novembre et finit en mars-début avril

Systematique

La Coronelle lisse appartient au sous-ordre des Serpents et à la famille des Colubridés (couleuvre).

Certains critères de la couleuvre permettent de la distinguer facilement de la vipère :

- la couleuvre est de plus **grande taille** (jusqu'à 2,40m)

- sa **pupille est ronde**

- sur le dessus de la tête, il y a **9 grandes plaques céphaliques**

- elle a de nombreuses petites dents mais pas de grands crochets venimeux

Comment la reconnaître ?

La Coronelle lisse a une couleur variable allant du gris au brique ; sur son dos, on distingue deux séries parallèles de petites taches pouvant se réunir en bandes transversales.

Son **œil est barré par un trait noir**. Pour la distinguer des autres couleuvres, il faut observer les écailles ce qui n'est pas aisé : moins de 200 plaques ventrales, une écaille préoculaire et deux post-oculaires.

De plus, c'est la seule couleuvre ovovivipare* d'Europe.

Répartition :

La Coronelle lisse est présente dans l'ensemble de l'Europe.

En France, elle est absente uniquement au sud-ouest et le long de la mer méditerranée. Elle est présente jusqu'à 1000 m d'altitude dans les Vosges.

Où l'observer ?

La Coronelle lisse vit dans des endroits secs et broussailleux. Sa distribution est liée à celle du Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) dont elle se nourrit quasi-exclusivement.

Statut de l'espèce :

Comme tous les reptiles la Coronelle lisse est protégée en France : « sont interdits sur tout les territoire métropolitain et en tout temps, (...) *la destruction ou l'enlèvement des œufs [...] la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la naturalisation [...] des reptiles [...] ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente ou leur achat* » (article 1^{er} de l'arrêté du 22 juillet 1993).

Et dans le Muséum-aquarium ?

La Coronelle lisse n'est, pour l'instant, pas exposée ; peut-être sera-t-elle là pour la prochaine exposition ...





INPN



INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL

[Biodiversité](#)[Inventaires](#)[Géodiversité](#)[Conservation](#)[Collectivités
territoriales](#)[Ressources
téléchargeables](#)[Organismes
ressources](#)

Coronella austriaca Laurenti, 1768

[» Retour](#)

Coronelle lisse

Espèce réglementée



(Chordata, Reptilia)

[Présentation](#)[Taxonomie](#)[Protection](#)[Répartition
par mailles](#)[Fiche
descriptive](#)

Ce taxon est protégé ou soumis à réglementation :

Communautaire :

Directive Habitats-Faune-Flore : Annexe IV

International :

Convention de Berne : Annexe II

De portée nationale :

Amphibiens et Reptiles protégés : Article 1



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006

LES TERRAINS MILITAIRES ? LES CORONELLES AIMENT !

Le milieu déterminant : Landes, fourrés, pelouses.

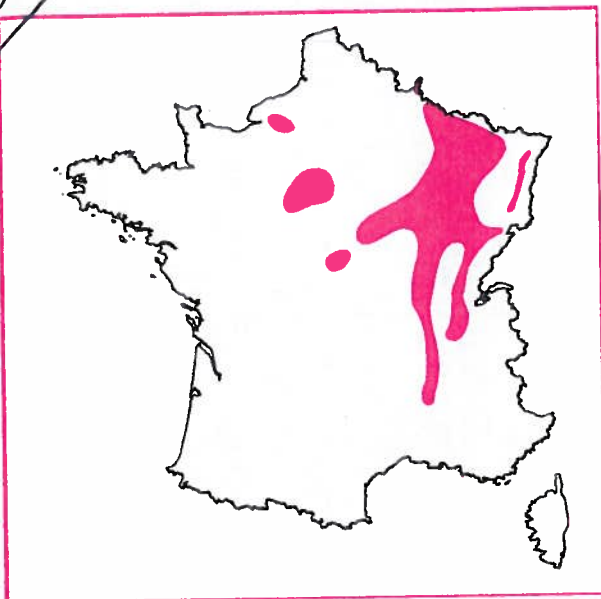
On en trouve également sur un terrain militaire en champagne

Site : Savart et pinèdes du camp militaire de Mailly ZNIEFF II n°9498
Superficie : 11 810 ha Description du site : Le camp de Mailly est un des quatre camps militaires de la Champagne crayeuse ; il constitue un très vaste ensemble semi-naturel isolé au milieu d'un paysage de grandes cultures. Territoire militaire depuis la fin de la première guerre mondiale, la végétation y a évolué assez librement depuis 75 ans. Cette ZNIEFF de type II située à la fois dans les départements de l'Aube et de la Marne, comprend principalement de vastes pinèdes de pins noirs ou de pins sylvestres et des pelouses calcaires entrecoupées de broussailles. D'autres biotopes sont à noter : aulnaie-frênaie (très localisée en bordure d'un petit ru), petits éboulis crayeux et zones érodées par les chars peuplés par une végétation pionnière. Mammifères 34 espèces répertoriées dont 1 remarquable : Putois Oiseaux 29 espèces répertoriées dont 9 remarquables : Huppe fasciée, Petit Gravelot, Oedicnème criard, Engoulevent d'Europe, Bruant zizi, Pipit rousseline... **Reptiles 5 espèces répertoriées dont 2 remarquables : Lézard des souches et la Coronelle lisse** Amphibiens 9 espèces répertoriées dont 3 remarquables : Crapaud calamite, Pélodyte ponctué, Alyte accoucheur Insectes 2 espèces remarquables répertoriées : Agreste (rare en plaine), Mercure (ou petit agreste, en limite nord de son aire de répartition)

La ZNIEFF du camp militaire de Mailly a été identifiée par le Muséum National d'Histoire Naturelle comme susceptible d'être intégrer au réseau Natura 2000.. »

autres
d'habitats
Natura 2000

• Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'*Alyso-Sedion albi*



Valeur écologique et biologique

Habitat assez rare à très rare selon les régions ; certains types sont très localisés.

Pelouses parfois primaires, ce qui est exceptionnel pour les régions de la plaine française.

Diversité floristique élevée.

Habitat refuge pour de nombreuses espèces annuelles d'origine méditerranéenne en dehors de leur aire principale.

Limite d'aire dans le nord de la France pour beaucoup d'espèces méridionales : Trèfle scabre, Luzerne naine, Buplèvre du Mont Baldo, etc.

Espèces de l'annexe II de la directive « Habitats »

UE 1078* : Écaille chiné (*Euplagia quadripunctaria*).

Divers états de l'habitat ; états de conservation à privilégier

États à privilégier

Pelouse rase, ouverte à très ouverte (souvent maintenue par les lapins).

Tendances évolutives et menaces potentielles

Habitat toujours très morcelé et donc relictuel, généralement inclus au sein d'ensembles pâturés plus vastes. Il se maintient assez bien dans le cas où il occupe des vives rocheuses étroites (état primaire) ; dans les autres cas (sur les plateaux), il tend à disparaître avec l'abandon du pâturage.

Utilisation des parcours pour les loisirs : pique-niques avec feux, motos vertes, véhicules tout terrain, aires de stationnement pour la varappe, aires de delta-plane (menace liée surtout à l'intensité de la fréquentation).

Potentialités intrinsèques de production économique

Cet habitat pionnier s'insère dans les systèmes de pelouses ou en corniche, sur des sols squelettiques, en formant ainsi des taches dominées par les plantes grasses.

Ces végétations de dalles rocheuses sont difficilement gérables par l'agriculture. Elles peuvent être cependant disséminées au sein de pelouses du *Mesobromion erecti* et du *Xerobromion erecti*, dont la valeur agricole est plus élevée.

Cadre de gestion

Rappel de quelques caractères sensibles de l'habitat

Le développement de cet habitat est favorisé par le maintien d'un sol très peu épais où la plupart des herbacées pérennes s'installent difficilement (broutage des herbivores, piétinement et conditions édaphiques).

Tout arrêt de ces pratiques peut donc entraîner une évolution de l'habitat vers des ourlets et éventuellement des systèmes de pelouses.

Néanmoins, il s'agit d'un habitat très peu dynamique, pratiquement en équilibre.

Amendements, « casse-caillou ».

Modes de gestion recommandés

Le pâturage occasionnel par les herbivores (troupeau pâturant les pelouses avoisinantes, lapins, cervidés) doit être maintenu.

Cet habitat stable ne nécessite que peu d'interventions (éventuellement un léger débroussaillage à certaines expositions).

L'habitat s'insère dans des unités de gestion pastorale plus larges ; les mesures de gestion par le pâturage s'appliqueront donc à l'ensemble de la surface.

Canaliser éventuellement la fréquentation touristique.

Autres éléments susceptibles d'influer sur le(s) mode(s) de gestion pris en faveur de l'habitat

Présence d'espèces de l'annexe IV : Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard vert (*Lacerta viridis*).

Exemples de sites avec gestion conservatoire ou intégrée

Réserve naturelle de Grand-Pierre et Vitain (Loir-et-Cher).

Site de Saint-Adrien, géré par le conservatoire des sites naturels de Haute-Normandie.

Programme « Pâturage », mené par le conservatoire des sites bourguignons sur les pelouses de la Côte dijonnaise.

Programme LIFE Bourgogne calcaire.

Sites gérés par le conservatoire des sites de Franche-Comté : Champlitte, réserves naturelles du Sabot du Frotoy et ravin de Valbois.

LES ORCHIDEES SAUVAGES

Ces orchidées sont régulièrement repérées et inventoriées sur le site du Camp de Frileuse par l'Ecole d'Horticulture de Versailles notamment.

- *Dactylorhiza praetermissa*
- *Epipactis helleborine*
- *Himantoglossum hircinum*
- *Ophrys apifera*
- *Ophrys fuciflora*
- *Orchis purpurea*
- *Orchis simia*

Toutes ces espèces sont protégées par le Règlement (CE) n°338/97 modifié (1497/2003 du 18 Août 2003) du Conseil du 9 décembre 1996, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvage par le contrôle de leur commerce.

Fiches descriptives en annexe.

Crespières (Yvelines)

- Espaces
- Espaces protégés et gérés
- Sites Natura2000
- ZNIEFF

- Espèces
- Toutes les espèces
- Espèces protégées
- Statistiques sur le statut biologique des espèces

Liste des espèces protégées recensées dans la commune : Crespières (Yvelines)

Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 modifiée par la directive 97/62/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages

Annexe IV

Nom valide	Nom vernaculaire
<i>Coronella austriaca</i> Laurenti, 1768	Coronelle lisse

Règlement (CE) n° 338/97 modifié (1497/2003 du 18 août 2003) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Nom valide	Nom vernaculaire
<i>Dactylorhiza praetermissa</i> (Druce) Soó	Orchis négligé
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz	Epipactis à larges feuilles
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.) Spreng.	Orchis bouc
<i>Ophrys apifera</i> Huds.	Ophrys abeille
<i>Ophrys fuciflora</i> (F.W.Schmidt) Moench	Ophrys frelon ; Ophrys bourdon
<i>Orchis purpurea</i> Huds.	Orchis pourpre
<i>Orchis simia</i> Lam.	Orchis singe

Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, 19/09/1979, Berne

Annexe II

Nom valide	Nom vernaculaire
<i>Coronella austriaca</i> Laurenti, 1768	Coronelle lisse

Arrêté du 22 juillet 1993 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire

Article 1

Nom valide	Nom vernaculaire
<i>Coronella austriaca</i> Laurenti, 1768	Coronelle lisse

Arrêté du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Ile-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Nom valide	Nom vernaculaire
<i>Thalictrum minus</i> L.	Petit pigamon ; Pigamon mineur



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . *Inventaire national du Patrimoine naturel, site Web* : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)
© MNHN 2004-2006



INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL

Biodiversité

Inventaires

Géodiversité

Conservation

Collectivités
territoriales

Ressources
téléchargeables

Organismes
ressources

Thalictrum minus L.

Petit pigamon ; Pigamon mineur

(Spermatophyta (Angiospermae), Dicotyledones)

Espèce réglementée

[»Retour](#)



Présentation

Taxonomie

Protection

Répartition
par mailles

Fiche
descriptive



© MNHN-CBNBP G. ARNAL



Changer la date pivot : 1980



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)

[Google](#)

[Google Scholar](#)

[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des Inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . Inventaire national du Patrimoine naturel, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006



Dactylorhiza praetermissa (Druce) Soó

Orchis négligé

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

Espèce réglementée

[» Retour](#)



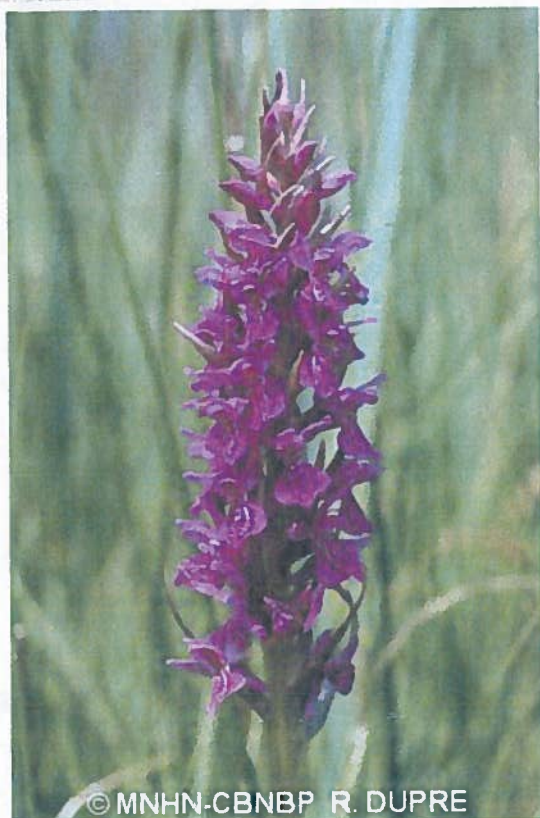
Présentation

Taxonomie

Protection

Répartition
par mailles

Fiche
descriptive



© MNHN-CBNBP R. DUPRE



Changer la date pivot : 1980

OK

Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)

[Google](#)

[Google Scholar](#)

[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006. *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070.



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006



INPN



INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL

[Biodiversité](#)[Inventaires](#)[Géodiversité](#)[Conservation](#)[Collectivités
territoriales](#)[Ressources
téléchargeables](#)[Organismes
ressources](#)

Ophrys apifera Huds.

Ophrys abeille

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

Espèce réglementée

[>>Retour](#)[Présentation](#)[Taxonomie](#)[Protection](#)[Répartition
par mailles](#)[Fiche
descriptive](#)

© MNHN-CBNBP O. NAWROT



Changer la date pivot :



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)[Google](#)[Google Scholar](#)[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des Inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006. *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070.



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006



INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL

Biodiversité

Inventaires

Géodiversité

Conservation

Collectivités
territoriales

Ressources
téléchargeables

Organismes
ressources

Orchis purpurea Huds.

Orchis pourpre

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

Espèce réglementée

[»Retour](#)



Présentation

Taxonomie

Protection

Répartition
par mailles

Fiche
descriptive



© MNHN-CBNBP G. ARNAL



Changer la date pivot : 1980



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)

[Google](#)

[Google Scholar](#)

[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006. Inventaire national du Patrimoine naturel, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070.



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006



Orchis simia Lam.

Orchis singe

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

Espèce réglementée

[»Retour](#)



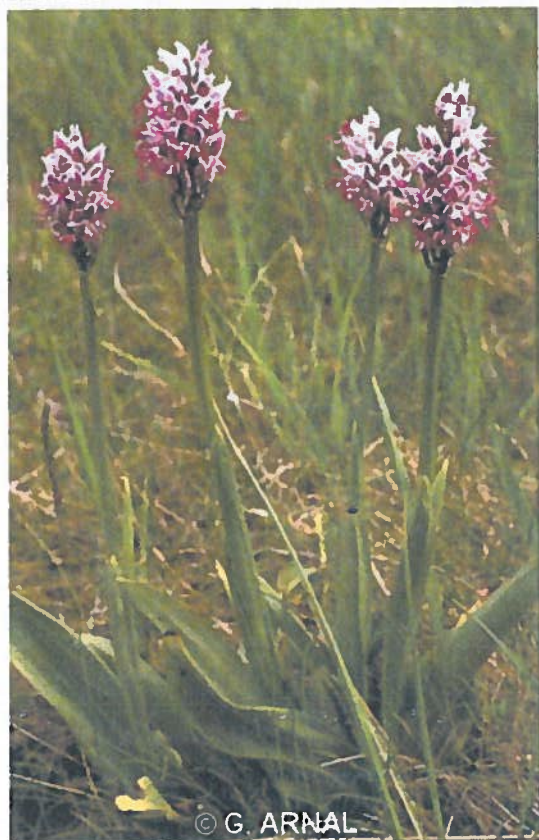
Présentation

Taxonomie

Protection

Répartition
par mailles

Fiche
descriptive



© G. ARNAL



Changer la date pivot : 1980



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)

[Google](#)

[Google Scholar](#)

[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006



INPN



INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL

[Biodiversité](#)[Inventaires](#)[Géodiversité](#)[Conservation](#)[Collectivités
territoriales](#)[Ressources
téléchargeables](#)[Organismes
ressources](#)

Ophrys fuciflora (F.W.Schmidt) Moench

Ophrys frelon ; Ophrys bourdon

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

[»Retour](#)

Espèce réglementée

[Présentation](#)[Taxonomie](#)[Protection](#)[Répartition
par mailles](#)[Fiche
descriptive](#)

© MNHN-CBNBP G. ARNAL



Changer la date pivot :



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)[Google](#)[Google Scholar](#)[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . Inventaire national du Patrimoine naturel, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)

© MNHN 2004-2006



Epipactis helleborine (L.) Crantz

Epipactis à larges feuilles

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

Espèce réglementée

[» Retour](#)



Présentation

Taxonomie

Protection

Répartition
par mailles

Fiche
descriptive



© G. ARNAL



Changer la date pivot : 1980



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)

[Google](#)

[Google Scholar](#)

[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)
© MNHN 2004-2006



INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL

Biodiversité

Inventaires

Géodiversité

Conservation

Collectivités
territoriales

Ressources
téléchargeables

Organismes
ressources

Himantoglossum hircinum (L.) Spreng.

Orchis bouc

(Spermatophyta (Angiospermae), Monocotyledones)

Espèce réglementée

[»Retour](#)



Présentation

Taxonomie

Protection

Répartition
par mailles

Fiche
descriptive



© G. ARNAL



Changer la date pivot : 1980



Cliquez sur le département pour connaître l'origine des données.

[Lien vers GBIF](#)

[Google](#)

[Google Scholar](#)

[Google Images](#)

En collaboration avec la [Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux](#)

Avertissement : Les données mises à disposition reflètent l'état d'avancement des connaissances ou la disponibilité des Inventaires. En aucun cas elles ne sauraient être considérées comme exhaustives.



Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2006 . Inventaire national du Patrimoine naturel, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Document téléchargé le 1 janvier 2070 .



[Accueil](#) | [Contactez-nous](#) | [Mentions légales](#) | [Webmaster](#) | [Aide](#)
© MNHN 2004-2006

LES COMBATS ECOLOGIQUES SIMILAIRES AU NÔTRE

L'affaire du pique-prune de l'A28.

Placé sous les mêmes protections que notre coronelle, la découverte de ce pique-prune a fait retardé l'implantation de l'autoroute joignant Angers à Tours pendant 5 ans ! L'emprise empiétait sur l'habitat naturel de ce petit scarabée et après un long combat qui est monté jusqu'à Bruxelles, l'autoroute a été déviée. C'est la DIREN de la Sarthe qui a appuyé les actions des associations.

Aux Pays-Bas, un rongeur en voie d'extinction met à mal un projet d'autoroute.

L'A 831 - la Coronelle parmi d'autres espèces protégées

« Quelle est cette stupidité de vouloir créer un passage à loutres (page E111) sous prétexte (inavoué ici mais bien connu des habitants de alentours) qu'une loutre a été tuée par une voiture à cet endroit précis, il y a quelques années ; le tout sans préjuger aucunement des réels couloirs de circulation de cet animal très strictement protégé par la législation européenne, et sans jamais se dire que des loutres, observées ailleurs le long du fuseau, pourraient vouloir traverser à d'autres endroits ? Nous parlons ici de l'efficacité très contestée des passages à faune qui ne sauraient remplir le rôle des couloirs naturels interrompus par une autoroute. **Aucune conséquence n'est en outre tirée de la présence d'espèces hautement protégées comme la coronelle lisse, mentionnée dans la directive européenne « Habitats » ?** Pour les reptiles, la pose de grillage est-elle une mesure qui a fait ses preuves ? Qui a étudié ces éléments ? Qui peut en apporter la preuve ? »

La renoncule à feuille de lierre de Noisy Le Roi qui a provoqué la modification du projet de tracé de la ligne St Lazare - St Germain en Laye.

Remise en état d'un marais en Charente, décidée par le Tribunal de Grande Instance de Saintes. (23 Mars 2006).

Et bien d'autres...

Actualité
Newsletter
Produithèque

[batiactu]

Emploi
Formations
ConstruCom

Rechercher

Produits avec la Produithèque Articles de Batiactu

Chercher

Newsletter

Inscription gratuite

--- email ---

Ok

Dernière newsletter
Consulter les archives

Actualité

Les dernières infos

Architecture

BTP

Distribution

Etat et collectivités

Immobilier

Industriels

Autour du BTP

Chantiers

Conjoncture

Insolite

Carpet

Actualité produits

Diaporamas

Produithèque

Chercher un produit

Sélection produits

Index alphabétique

Menuiseries

Bâtiments industriels

Sécurité

Emploi

Consulter les offres

Tous les postes

Publier une annonce

Formations

Chercher une formation

Proposer une formation

Services

Agenda des salons

Météo

Assurance

Annuaire de la communication

Agences

Prestataires

Salons

Publications

Batiactu

Contacts

Publicité média kit

Emploi média kit

Référencer vos produits

Statistiques clients

Infos légales

À la Une > Actualités > Autour du BTP

Du scarabée au papillon, la lutte pour une nature préservée

Dans la Sarthe, une espèce de scarabée protégée par la législation européenne, le pique-prune, empêche depuis quatre ans l'achèvement de l'autoroute Alençon-Tours. L'affaire n'a rien d'unique.

A l'extrême sud des Pays-Bas, un rongeur en voie de disparition, le grand hamster, retarde pour la même raison la construction de l'autoroute Venlo-Maastricht. A l'autre bout de la planète, le Conseil régional d'Auckland a ajourné les travaux d'une autoroute de sortie de la capitale en raison de la présence d'un oiseau rare, le tuturiwhatu, selon le ministère néo-zélandais de l'Environnement.

Et à 60 km de Johannesburg, où la disparition des ressources naturelles sous l'effet des activités humaines est un thème prioritaire du 2ème sommet de la Terre, un papillon protégé, le Chrysoritis Aureus, a retardé la construction d'un lotissement à Heidelberg.

"La conservation globale de la nature a un intérêt économique évident", relève l'écologiste français Christophe Beurois. "En brouillant les vieux chataigniers dans lesquels il niche, le pique-prune contribue à la formation de l'humus qui retient l'eau et enrichit les sols. Et donc à la fertilité de l'agriculture".

L'immense richesse des ressources naturelles (14 à 30 millions d'espèces estimées) constitue la "biodiversité". Elle englobe animaux, plantes, microorganismes, gènes (chromosomes, gènes et ADN) et habitats (forêts, prairies permanentes, sols agricoles, montagnes, déserts, zones humides, fleuves et mers).

Sa défense part de l'idée que les diverses formes de vie, dont l'homme, interagissent les uns avec les autres et constituent un tout avec l'espace où elles se développent. En détruisant les autres êtres vivants et leurs habitats, l'homme menace sa propre survie.

La nature fournit à l'homme nourriture, vêtements, médicaments et des services comme la pollinisation des plantes par les insectes et les oiseaux.

"La médecine occidentale tire 50% de ses produits de 119 principes actifs de plantes ou de la synthèse de ces substances", indique un Atlas mondial du développement durable de l'écologiste française Anne-Marie Sacquet.

"Au rythme actuel de disparition des plantes et des animaux, la planète perd un médicament essentiel tous les deux ans", calcule l'ONU dans un Atlas mondial de la biodiversité sorti le 1er août.

D'après l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'homme accélère de 1.000 à 10.000 fois l'évolution (disparition naturelle) des 1,8 million d'espèces actuellement recensées. 11.000 espèces sont menacées d'extinction à court terme dont 5.400 animaux, selon l'ONG spécialisée.

Les forêts tropicales hébergent la moitié des 1,8 million d'espèces répertoriées et 80% des espèces d'arbres. Situées principalement au Brésil, en République démocratique du Congo (RDC) et en Indonésie (50% de la superficie totale), elles régressent dramatiquement (9-10 millions d'hectares/an, selon l'ONU) sous l'effet de la déforestation et de la surexploitation.

A Johannesburg, les Européens souhaiteraient que l'on s'engage à "renverser la tendance actuelle de perte des ressources naturelles d'ici 2015". Des pays nordiques plaident même pour un engagement à "stopper" d'ici 2010 les pertes de biodiversité.

Les Etats-Unis comme les pays émergents producteurs de bois (Brésil, Indonésie et Malaisie) rejettent toute date.

Votre Partenaire Formation



Recevez le
catalogue 2007

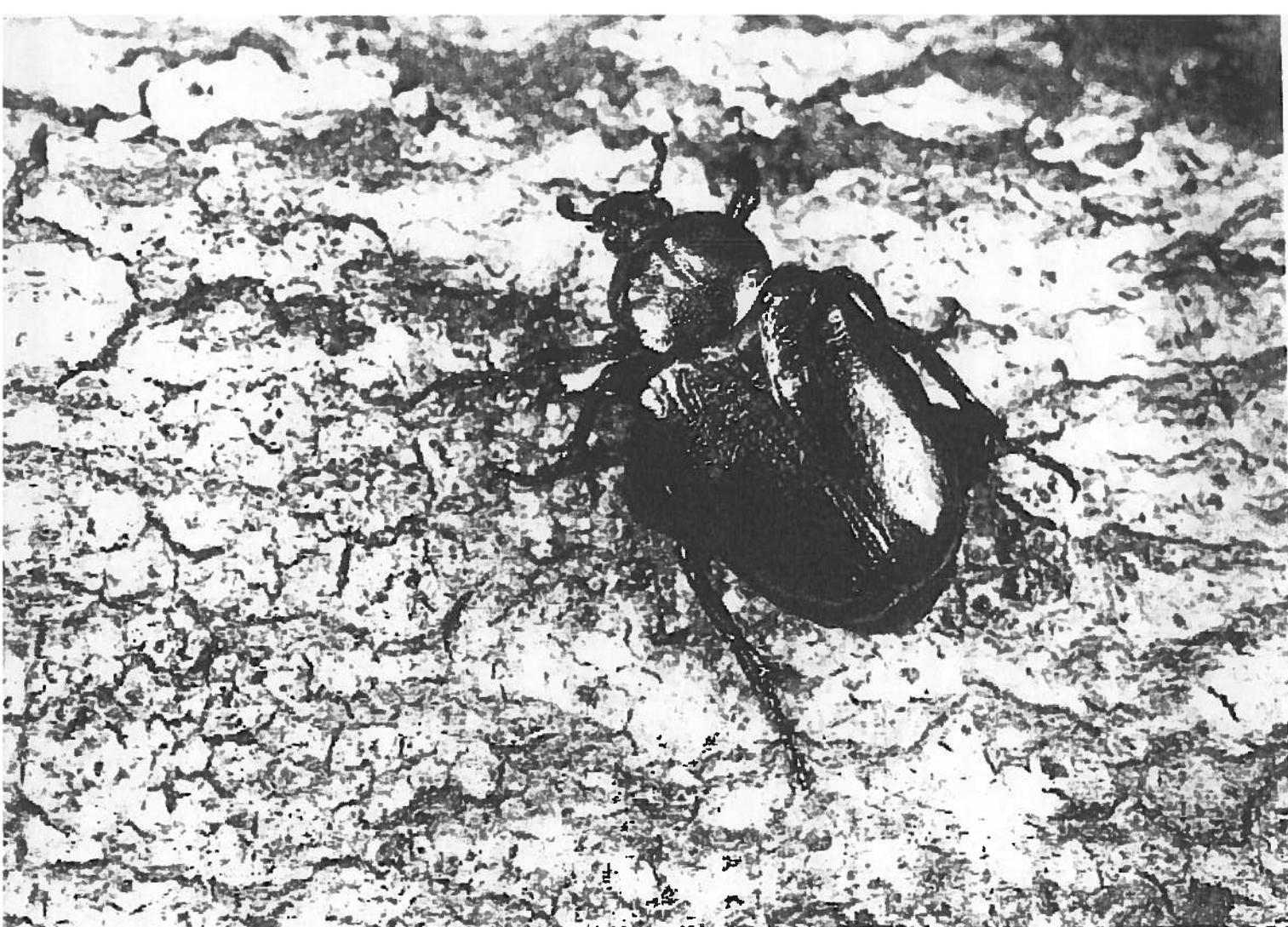


Technique
Calcul
Réglementation
Marchés
Chiffrage
Réhabilitation
Coordination
RT 2005
HQE®
Diagnostics :
Amiante, Plomb,
Gaz, Termites, DPE...

La formation des ingénieurs
et des techniciens du BTP

www.cebtp-solen.com





Par Christophe Beurois

Le Pique-prune, *Osmoderma eremita* (ici un adulte femelle), symbole de la biodiversité : sa présence atteste d'un cortège biologique d'au moins 700 espèces végétales ou animales. Cliché J.-M. Luce

La protection de l'entomofaune, un outil du développement durable ?

Sous la pression des associations de protection de l'environnement, naturalistes et environnementalistes, une partie conséquente du département de la Sarthe devrait s'engager dans un programme ambitieux de conservation au profit d'un grand Coléoptère saproxylique, *Osmoderma eremita* ou Pique-prune. Ce programme est à son début mais doit à terme répondre à des objectifs de préservation des populations de ce Coléoptère Scarabéidé, en régression à l'échelle européenne. Ce pro-

gramme s'inscrit dans le cadre des engagements français au titre d'une directive européenne, la directive 92/43 CEE dite Habitat. L'étape préalable à cette démarche de conservation passe par un inventaire scientifique de la répartition des populations de ce Cétoniiné au niveau des départements de la région Pays de la Loire. Ce travail est en cours de validation par les instances nationales, notamment le CNPN et le ministère de l'Aménagement du

territoire et de l'Environnement. Les propositions initiales de périmètre de conservation devraient couvrir un territoire de l'ordre de 20 000 ha dans le département de la Sarthe. Cette superficie considérable au regard des opérations de conservation sur le territoire français est une première pour l'entomofaune et permet d'envisager la mise en place d'une réelle politique de préservation de ces espèces emblématiques de la biodiversité.



Un des habitats remarquables du Pique-prune : les châtaigniers greffés, véritables cathédrales végétales. - Cliché S. Triolet

■ COMMENT EN SOMMES NOUS ARRIVÉS LÀ ?

L'histoire débute par un projet d'autoroute, l'A28, qui doit relier Alençon à Tours *via* Le Mans. Ce projet qui date de 1987 est sanctionné par une enquête d'utilité publique en 1992. Il est déclaré d'utilité publique en 1993 et un concessionnaire est désigné en 1994. Les travaux démarrent en mars 1997.

Cependant, les études d'impact préalables à l'enquête publique ont omis de prendre en compte la présence de ce scarabée dans le secteur concerné par le projet A28. Aussi, quand un entomologiste amateur, Frédérique Bourgneuf, contacte les opposants à l'A28 pour leur signaler la présence de l'espèce et son statut de protection, les associations locales lancent-elles une mission d'inventaire complémentaire sur le terrain. En août 1996, la présence de l'espèce est attestée sur le fuseau autoroutier. Cette espèce, strictement protégée en droit national, en droit communautaire et par la convention de Berne, n'a rien à envier à ce titre à l'ours des Pyrénées.

Saisi d'une action en justice, l'État doit donc conduire une étude complémentaire pour apprécier l'impact de l'ouvrage sur trois espèces de coléoptères, *Osmoderma eremita*, le Grand Capricorne *Cerambyx cerdo* et le Cerf-volant, *Lucanus cervus*. Cette étude complémentaire de 29 mois est confiée à J.-M. Luce, expert pour ces espèces, sous le couvert du Muséum national d'histoire naturelle. Dans

l'attente du résultat de cette étude, les travaux sont stoppés sur la partie sud du projet, c'est-à-dire entre Le Mans et Tours. La Commission européenne est à son tour saisie d'un recours par les associations en juillet 1997. Le résultat de ces travaux scientifiques est remis à l'automne 1999. Il ne fait que confirmer la position des associations.

J.-M. Luce a effectué un travail tout à fait remarquable d'un point de vue scientifique sur ce dossier et a mis en évidence qu'un ouvrage linéaire, telle une autoroute, avait des impacts très lourds sur ces espèces, principalement à trois niveaux :

- destruction directe des habitats par l'emprise ;
- destruction indirecte par les travaux connexes liés aux restructurations foncières (remembrement, travaux hydrauliques, etc.) ;
- effet de coupure biologique sur les milieux.

Ce travail est d'autant plus remarquable qu'il s'est parfois déroulé dans une atmosphère tendue, du fait des enjeux politiques liés à ce projet d'autoroute et de la pression du monde agricole, qui voit d'un mauvais œil une restriction à ses projets de remembrement (dans le cas de l'A28, 350 ha par km linéaire, le tout financé par la collectivité). Une manifestation dans les rues du Mans avec tracteurs et tronçonneuses où l'effigie de J.-M. Luce a fini au bâcher en est un bon exemple. Aujourd'hui encore, la tension est bien présente comme l'atteste la création d'une association loi 1901

en avril 2000 ayant pour objet associatif "l'éradication de tous les scarabées Pique-prune des départements de la Sarthe et de l'Indre-et-Loire". Les associations opposées à l'A28 ont toujours dénoncé le caractère inutile et dévastateur de cette autoroute.

En effet, au sud du Mans, ses prévisions de trafic sont inférieures à 5 000 véh./jour alors que le seuil de rentabilité d'un tel ouvrage est de l'ordre de 15 000. De plus, elle double une nationale qui ne demande qu'à être aménagée (moins de 7 000 véh./jour aujourd'hui). Pour éviter les secteurs productivistes agricoles, le tracé proprement dit de l'A28 se situe dans des zones de délaissé biologique, et percute ainsi les secteurs les plus intéressants en terme de biodiversité.

Le Pique-prune est reconnu comme un bio-indicateur de la richesse des milieux naturels. À l'égal de nombreux autres Coléoptères saproxyliques, il intervient en fin de cycle biologique et contribue au cycle de l'humus. Les études les plus récentes menées en Suède dans le cadre d'un programme de conservation communautaire montrent que le cortège d'espèces associées à l'habitat du Pique-prune est considérable, de l'ordre de 700 à 1 000 espèces végétales et animales. La préservation de cette espèce particulière induit donc des effets bénéfiques sur le maintien en bon état de conservation de l'ensemble du cortège associé. Sa découverte sur le fuseau de l'A28 en 1996 n'a fait que confirmer la valeur biologique des sites que les associations voulaient préserver. Ce scarabée, inféodé à un habitat constitué de vieux feuillus âgés de plus de 150 ans (parfois dans les vieux ifs) est en grande régression sur l'ensemble du territoire communautaire. On peut regretter le manque d'étude sur sa répartition actuelle à l'échelle du territoire national mais le travail des entomologistes apporte des éléments de connaissance. D'autre part, la caractéristique de son habitat permet aussi de raisonner par exclusion quant à sa présence éventuelle sur un territoire. De toute évidence, la disparition des bocages du

orimus nobilis
le adulte : 15-18 mm



Osmoderma eremita
Taille adulte : 24-30 mm

Gnorimus variabilis
Taille adulte : 17-22 mm

Les niches écologiques d'*O. eremita*, de *Gnorimus variabilis* et de *Gnorimus nobilis* (Coléoptères Scarabéidés). Les 3 espèces ci-dessus appartiennent à la sous-famille des Trichiinés. Leurs larves se développent presque exclusivement dans les cavités qui se forment dans les arbres feuillus.

Dessin J.-M. Luce

fait des modifications des pratiques agricoles et la gestion "raisonnée" des massifs forestiers (coupes à blancs, gestion à 150 ans pour les feuillus, enrésinements massifs) permet d'affirmer que l'espèce a disparu d'une grande partie de son aire de répartition originelle.

LES ENJEUX ET LES PERSPECTIVES

Les associations qui travaillent depuis dix ans sur ce dossier ont des objectifs clairs :

- obtenir l'abandon de ce projet mégalomane d'autoroute A28 et le réaménagement de la nationale existante ;
- mettre en œuvre une politique de conservation des milieux naturels dans la Sarthe qui s'arti-

cule entre autre sur la valorisation de l'entomofaune ;

- établir une jurisprudence fondamentale dans le cadre du développement durable, c'est-à-dire conditionner un projet de développement à la prise en compte réelle des enjeux de conservation du patrimoine naturel, y compris la notion de fractionnement des territoires ;
- mettre en œuvre un projet de développement durable des territoires basé sur la valorisation des richesses naturelles (plan LIFE, tourisme, agri-environnement, CTE territorialisé, etc.).

Les habitats du Pique-prune dans la Sarthe sont de deux types :

- un habitat constitué par un réseau dense de bocage, abritant un nombre important de vieux feuillus ;
- un habitat plus typique représenté par des vergers de châtaigniers greffés.

Ces habitats "châtaigniers" sont de notre point de vue les plus intéressants en terme de conservation de l'espèce, de par leur fort taux de colonisation et par leur pérennité exceptionnelle s'ils bénéficient d'une gestion correcte. Au regard du droit communautaire, ils constituent des sites d'intérêt communautaire car ils abritent de façon dense une espèce prioritaire au titre de la directive 92/43 CEE et sont nécessaires au maintien de l'espèce dans le secteur biogéographique atlantique. Les plus intéressants sont touchés de plein fouet

par le tracé du projet A28. L'article 6 de cette directive impose donc de trouver une solution alternative au projet A28 et d'en justifier l'intérêt public majeur. Au regard du trafic attendu sur cette portion d'autoroute, l'exercice s'annonce difficile pour les promoteurs de l'A28 et, de notre point de vue, sans espoir.

Les obligations de l'État français sur ce dossier sont claires. Il doit mettre en œuvre des mesures de gestion permettant un maintien en bon état de conservation de l'espèce et de ses habitats et veiller à ce que les projets de développement au sein de ces zones spéciales de conservation ne soient pas de nature à les détériorer. Aujourd'hui, nous pensons que tous les éléments sont réunis pour réorienter le projet A28 vers une solution alternative privilégiant l'amélioration de l'axe existant, plus respectueuse de l'intérêt général en intégrant à la fois la prise en compte des milieux naturels et la nécessité d'une liaison routière de qualité sans pour autant aggraver le déficit de notre politique autoroutière.

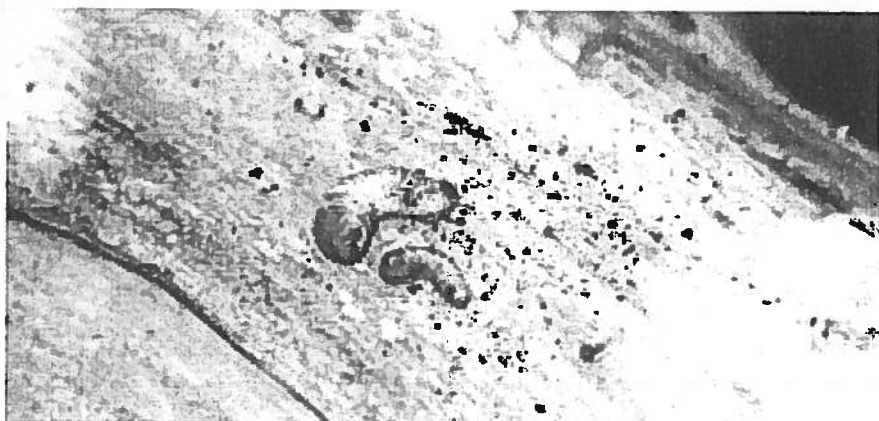
Ce serait en tout cas une belle mise en musique de la notion de développement durable. ■

Contacts

- Collectif de réflexion et d'alternative à l'A28.
Tél. : 02 43 45 23 65
- Les Verts Sarthe.
Tél. : 02 43 78 27 81
- Sarthe Nature Environnement (SNE). Tél. : 02 43 41 48 44
- <http://alterm.org/piqueprLine>
- Médiation & Environnement.
Tél. : 02 43 45 84 33

Pour en savoir plus...

- Des Espaces pour le Pique-prune, plaquette éditée par la direction régionale de l'environnement du Pays de la Loire, présentant le Pique-prune, des habitats et les propositions d'enveloppes Natura 2000 en Sarthe. Direction régionale de l'environnement des Pays de la Loire (DIREN) 3, rue Menou - BP 61219 - 44012 Nantes Cedex 1
diren@pays-de-la-loire.environnement.gouv.fr
- Quelles solutions pour le Pique-prune ? Un sondage en ligne dans le cadre "Nature Vive", exposition qui a lieu au Muséum national d'histoire naturelle jusqu'au 7/01/2002...
<http://www.mnhn.fr/expo/naturevive/index.htm>



Larves aux stades L1, L2 et L3 d'*Osmoderma eremita* - Cliché S. Triolet



Le scarabée pique-prune bloque l'autoroute A-28

Le Monde - 21/10/ 1996

Les "pique-prunes" militent contre l'autoroute Le Mans-Tours

LE MANS
de notre correspondant

Un inoffensif scarabée empêchera-t-il l'autoroute A 28 Le Mans-Tours, dont le chantier doit démarrer en 1997, de se réaliser ? Aussi cocasse soit-elle, la question est posée.

Dans la Sarthe, entre Le Mans et Château-du-Loir, le tracé de l'autoroute passe en effet par la forêt de Bercé, l'une des plus belles futaies de chênes de France, qui héberge quelques spécimens de scarabées *osmoderma eremita*, plus connus sous le nom de pique-prunes, des scarabées pas tout à fait ordinaires... Le pique-prune est une espèce protégée par la convention de Berne (1992) dont la France est signataire. Ce texte précise que les sites de nidification de l'*osmoderma eremita* doivent être préservés. Pas question donc de bouleverser l'habitat de cet insecte rare.

L'arrivée des bulldozers et des camions pour tracer l'autoroute A 28 mettrait évidemment à mal les dernières colonies de pique-prunes. Jusqu'à ces derniers temps, ceux-ci menaient une existence discrète. Tellement discrète que leur présence n'a été découverte qu'en 1995 par deux entomologistes de la région. Depuis, nombre de pique-prunes ont été observés à l'intérieur du faisceau d'emprise de 300 mètres du tracé de l'autoroute. Et l'insecte, qui vivait sans doute très heureux caché, est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions. Le pique-prune est bien sûr une aubaine pour les associations Sarthe nature environnement et Les Amis de la forêt de Bercé, qui s'opposent, depuis sept ans, au passage de l'autoroute à travers les 5 500 hectares de la forêt. *"La découverte du scarabée remet en cause l'utilité publique du projet reconnue en 1994"*, estime Christian Damenstein, président des Amis de la forêt. Ces associations semblent bien décidées à éprouver la force de la convention de Berne et envisagent de porter l'affaire devant la Cour européenne de justice afin d'obtenir la condamnation de la France pour non-respect des espèces protégées. *"Nous ne sommes pas contre l'autoroute mais contre son tracé. Bercé vaut bien le Marais poitevin ! Notre forêt mérite d'être contournée"*, s'exclame Christian Damenstein. Et d'ajouter : *"Cette histoire de scarabée peut sembler consternante, mais, de tous les arguments que nous avons pu avancer, c'est le seul qui ait un fond juridique. Il nous permet de jouer dans la cour des grands et de nous faire enfin entendre."* Les Amis de la forêt se disent prêts à aller jusqu'au bout, observant au passage que l'autoroute A 28 ne fait plus forcément l'unanimité parmi les élus locaux. Certains doutent en effet de son utilité économique, considérant qu'au lieu d'aider au développement du sud de la Sarthe elle pourrait au contraire accentuer la désertification d'une région déjà fragilisée.

Des voix s'élèvent donc pour réclamer l'annulation du projet A 28 entre Ecommoy (15 km au sud du Mans) et Tours, au profit d'une mise à quatre voies de la RN 138 qui relie les chefs-lieux de la Sarthe et de l'Indre-et-Loire. Cette nationale, qui supporte un énorme trafic poids lourds, est un cauchemar pour les automobilistes qui l'empruntent régulièrement. Ils pourraient ne pas être au bout de leurs peines et en vouloir au scarabée pique-prune si Christian Damenstein et ses amis obtiennent gain de cause.

Philippe COCHEREAU



Accueil

La presse en parle...

Collectif de réflexion et d'alternative à l'A-28

F-72800 Savigné-sous-le-Lude

tél/fax +33 (0)2 43 45 84 33

e-mail : scarabee@fr.st



Le scarabée pique-prune bloque l'autoroute A-28

11 mai 2001

A28 : L'Europe durcit le ton La France mise en demeure de respecter ses obligations.

La construction de l'autoroute A28 est stoppée au sud du Mans depuis 1997. C'est le fruit du travail d'une vingtaine d'associations de protection de l'environnement locales, nationales et internationales, soutenues par les Verts, qui militent pour l'abandon de ce projet non rentable en terme d'aménagement du territoire, catastrophique pour la gestion des crues et destructeur pour la biodiversité. La découverte en 1996 sur le tracé de l'A28 du scarabée pique-prune, témoin de cette biodiversité et strictement protégé au niveau européen et international, est venu renforcer la pertinence des analyses associatives et a conduit à introduire devant la Commission Européenne un recours contre la France pour manquement à ses obligations de protection de l'espèce et de ses habitats et carence d'étude d'impact, notamment du point de vue hydraulique.

Depuis 1997, la France, sous la poussée des bétonneurs de tout poil et des politiques à courte vue, louvoie dans ses réponses et tente de minimiser le problème. Visiblement, la Commission Européenne n'est pas dupe de cette couardise politique et a décidé début avril d'adresser une mise en demeure aux autorités françaises. C'est la dernière étape avant le passage devant la Cour de Justice de la Communauté Européenne.

Cette mise en demeure est particulièrement novatrice : **Elle demande explicitement aux autorités françaises d'assurer une protection stricte aux aires de repos et de nidifications de notre scarabée, conformément à la directive Habitat.** Nos coléoptères nichant dans les vieux arbres feuillus âgés de plus de 150 ans, c'est bien ce patrimoine végétal qui doit bénéficier aujourd'hui d'une protection stricte. Cette lecture du droit communautaire est une grande avancée pour la prise en compte de la conservation de la biodiversité, accordant enfin une reconnaissance à la valeur biologique de nos vieux arbres. Il est évident qu'un tel statut de protection peut avoir une portée considérable en terme d'aménagement rural (conservation des arbres remarquables, mais au delà des systèmes bocagers, des haies et des talus) et doit conduire à une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les travaux agricoles, tels les remembrements.

Au delà de cette portée d'ordre général s'appliquant sur l'ensemble d'un territoire sous réserve qu'il puisse potentiellement abriter l'espèce, les implications de cette demande européenne sur le projet de l'autoroute A28 sont considérables. En effet, quelques soient les précautions prises en terme de réalisation, cette infrastructure détruira des vieux arbres abritant l'espèce, mettant l'Etat en faute au regard de ses obligations européennes. **La réponse française à cette mise en demeure aura donc valeur de test sur la volonté de l'Etat de jouer le jeu européen et, au delà des discours, d'assumer ses engagements de préservation de la biodiversité.** En résumé, il nous semble que ce projet A28 à plus que jamais du plomb dans l'aile...

Défendre à tout crin un projet d'autoroute de 7 milliards qui n'accueillera au mieux que 4000 véhicules par jour au sud du Mans, tout en s'engageant dans un contentieux lourd en terme de condamnation financière, ne nous semble pas relever de l'intérêt général. Pour

ceux qui parient sur une multiplication par 3 du trafic routier d'ici 2030 pour justifier leur projet mégalomane, le dérèglement climatique, lié en grande part à l'explosion des transports routiers, commence à frapper durement notre pays et doit les conduire à plus de retenue et de responsabilité.

La prise compte de l'environnement ne peut être seulement le dernier argument électoraliste à la mode mais doit bien devenir un véritable moteur de décision pour un développement soutenable.

Le Mans, le 11 mai 2001

Avec la participation de :

- Christophe Beurois, Collectif de réflexion et d'alternative à l'A28
- Jean-Stéphane Devisse, chargé de mission au WWF-France,
- Pierre Athanaze, France Nature Environnement
- Les Verts de la Sarthe
- Les Verts de la région Pays de la Loire

De nombreux représentants des associations locales impliquées sur ce dossier.



Page d'accueil

Collectif de réflexion et d'alternative à l'A-28

La Mercerie

F-72800 Savigné-sous-le-Lude

tél/fax +33 (0)2 43 45 84 33

e-mail : scarabee@fr.st

Le scarabée et l'autoroute

© L'INTERDiT
La une



C'est l'histoire de la petite bête qui fait peur à la grosse bête. Ou comment un scarabée protégé a réussi à arrêter la construction d'une autoroute entre Le Mans et Tours...
entretien avec Christophe Beurois, membre du Collectif de réflexion et d'alternative à l'A-28.

ET AUSSI

Plus d'infos sur le site
<http://chez.com/piqueprune>

La construction de l'autoroute A-28 entre Le Mans et Tours est aujourd'hui bloquée pour des raisons écologiques. Notamment à cause d'un scarabée protégé. Pouvez-vous expliquer cette situation ?

La construction des autoroutes est soumise à une procédure administrative complexe qui doit aboutir à une déclaration d'utilité publique, valant acte d'autorisation. Un des éléments d'appréciation est celui de l'évaluation de l'impact de l'ouvrage projeté sur l'environnement. Pour ce faire, les services d'Etat en charge du dossier font une étude d'impact qui est soumise à enquête publique. Dans le cas de l'A28, cette étude a oublié de mentionner la présence de cette espèce de scarabée sur le tracé de l'autoroute. Le pique-prune est pourtant une des espèces animales les plus protégées en Europe. Il est strictement protégé en droit national par la loi de 1976, par la directive européenne 92/43CEE dite Habitat et au niveau international par la Convention de Berne. D'évidence, cette carence d'étude d'impact initiale était de nature à rendre l'ensemble de la procédure administrative invalide et l'Etat a dû réintégrer cet élément dans le dossier. Ce statut de protection exceptionnel, similaire à celui de l'ours des Pyrénées, implique des contraintes lourdes pour tous projets pouvant porter atteinte à l'espèce ou à son habitat. La directive européenne notamment demande dans ce cas d'espèce, une évaluation de l'intérêt de l'ouvrage projeté, une démonstration de l'absence d'alternative en terme de tracé ou de modalité de transport, bref des éléments qui ne sont jamais réellement appréciés par nos techniciens, plutôt fanas

du tout-autoroute.

L'arrêt de la construction de l'A28 entre Le Mans et Tours doit permettre aux promoteurs de l'A28 de tenter de justifier l'intérêt de leur projet et de son innocuité sur la conservation du scarabée et de son habitat, par des études complémentaires de tracé, de modification de gabarit et d'opportunité. Le chantier A28 est donc stoppé depuis l'automne 1997.



Le pique-prune habite les vieux arbres.

La défense du scarabée pique-prune est-elle seulement symbolique ?

La réponse à cette question passe par un peu de biologie sur cette espèce singulière. Le pique-prune est un coléoptère saproxylique, dont les larves se nourrissent de bois. Son habitat est constitué de grosses cavités dans des vieux arbres feuillus, âgés de plus de 150 ans, cavités résultant du travail de toute une chaîne biologique (oiseaux, mammifères, végétaux...) permettant au bout d'un délai de 70 ans à l'espèce de s'installer. Ce cortège d'espèces associées est considérable, estimé entre 700 et 1000 espèces différentes. La présence de notre scarabée est donc un témoin privilégié de cette richesse biologique et un excellent indicateur de la biodiversité. En dehors de sa préservation stricte, on voit bien qu'il permet celle de toutes les espèces associées et, au delà, d'un cycle biologique complet. Le rôle du complexe saproxylique est de dégrader les matières dures du bois, permettant ainsi la transformation des matières ligneuses en humus. C'est à ce titre un des éléments essentiels du cycle biologique forestier ou bocager. Sachant tous qu'une chaîne ne tient que par la solidité de tous ses maillons, cet insecte à priori insignifiant prend alors une importance toute autre que celle d'une lubie d'entomologiste.

Donc, en résumé, trois points à retenir:

La protection d'une espèce permettant celle de 700 à 1000 autres associées à son habitat.

Le maintien d'un maillon essentiel de la chaîne biologique permettant la dégradation des bois en humus.

Un rôle de bioindicateur permettant de disposer d'un outil biologique d'appréciation du fonctionnement des écosystèmes.

Alors le symbole dans tout ça ? Il reste sans équivoque dans le fait qu'une toute petite bestiole qu'on ne voit jamais puisse remettre en cause un projet mégalo pesant quelques milliards de francs. Mais on voit bien également que la

réalité des enjeux en terme de préservation de nos écosystèmes dépasse cette image un peu biblique d'un David à carapace sentant la prune piquée (d'où son nom) contre un Goliath déployant ses armées de *bull* et autres *scrapers* dans nos bocages.

Y-a-t-il d'autres raisons qui vous font vous opposer à la construction de l'A-28 ?

Les impacts environnementaux de l'A28 ne sont bien sûr qu'une des raisons motivant notre opposition farouche à sa réalisation. Cette autoroute est une aberration en terme de finance publique et d'aménagement du territoire. Son trafic prévisionnel journalier entre Le Mans et Tours est inférieur à 5000 véhicules par jour. Toutes les analyses (Cours des Comptes 1992, 1999, rapport DRON, etc...) montrent que l'équilibre financier de ce type d'infrastructure se situe autour de 15 000 véhicules par jour. Le déficit d'exploitation sera à notre charge à tous, pour répondre à la mégalomanie de nos technos et élus. On paierait à travers le péage et à travers nos impôts pour combler ce gouffre financier. L'avantage en terme de développement des territoires traversés est nul et ne conduit qu'à concentrer autour des grands pôles urbains les activités drainées dans les zones rurales. Enfin, c'est une fois de plus un investissement démesuré dans le mode de transport routier ce qui nous semble suicidaire à l'heure où la prise en compte des changements climatiques devrait être le vrai moteur de la décision publique en terme d'investissement pour les transports de demain. Nous refusons de cautionner une politique publique qui continue d'investir massivement dans la route, coupant court à toute capacité d'investissement alternatif dans le rail ou le cabotage maritime, tout en glissant le mot «durable» dans ses discours! Des actes !!!

Comment se bat-on concrètement pour empêcher la construction d'une autoroute ?

Les outils de lutte contre les autoroutes sont probablement les mêmes que pour toutes les luttes citoyennes. Il faut mobiliser, proposer des stratégies lisibles, des objectifs fédérateurs et bien évidemment être capable d'opposer un argumentaire pertinent à ses adversaires, en sachant dès le départ que les moyens notamment en terme de communication sont sans commune mesure entre les deux parties.

L'autre volet un peu plus particulier aux luttes anti-autoroutes est le recours au droit, qu'il soit administratif, pénal ou communautaire. C'est le bâton qui permet souvent de peser sur les décisions ou, tout au moins, de modérer les tentatives de passage en force. Dans notre cas, nous avons engagé des recours à tous les niveaux et force est de constater que le plus efficace reste ceux au niveau européen, probablement parce que la pression politique y est moins sensible et que l'équité de traitement entre les partenaires européens pèse plus que la satisfaction de tel ou tel intérêt catégoriel ou politicard à court terme.

De ce qui précède, on voit bien que le défi principal reste de trouver les moyens de maintenir un niveau important de mobilisation citoyenne sur du long terme, dans notre cas depuis 1986, sur des sujets qui restent complexes et parfois rébarbatifs. La culture de lutte est somme toute épuisante à

haute dose. A nous d'inventer du festif pour s'installer dans la durée.

D'évidence, il faut également se doter de moyens financiers pour la logistique qui devient lourde sur de gros dossiers. Dans notre cas, le soutien des Verts, du WWF, de FNE et de partenaires associatifs locaux et régionaux permettent d'effectuer le travail quotidien dans des conditions raisonnables.

Bref, du temps, de l'argent, des compétences et une motivation sans faille! On comprend vite sur ce genre de dossier que les camarades promoteurs ne sont pas des philanthropes et que les 6 milliards de l'A28 sont une motivation substantielles pour nos groupes de BTP, quelque soit les dégâts collatéraux des projets qu'ils mettent en oeuvre.

Qui sont les principaux soutiens de ce projet routier ? Le lobby nucléaire y a mis du sien récemment...

Une forte majorité des élus locaux défend bec et ongle ce projet d'autoroute, faisant miroiter les bénéfices projetés d'un tel ouvrage. C'est de toute façon un dû pour notre département où il semblerait, à les écouter, qu'on ne circule qu'en char à boeufs sur de pauvres chemins terreux. Le vrai soutien technique est comme partout celui des chambres de commerce qui défendent par définition les intérêts catégoriels des entreprises, notamment celles du BTP et toutes les autres qui défendent le système des flux tendus, très gourmand en transports routiers. Les petit nouveaux sont les pro nucléaires. Le WONUC, ONG pro nucléaire des plus dures, vient d'apporter son soutien au projet d'une façon insidieuse en tentant de semer le trouble sur la véracité de la présence du pique-prune en Sarthe. C'est de l'intox grossière mais qui montre bien que le nucléaire suit avec vigilance tout ce qui peut remettre en cause la suprématie du béton. De plus, l'A28 serait un axe routier idéal pour transporter ses déchets vers la Hague, en attendant de nous imposer un centre d'enfouissement profond granit en Bretagne.

Le dossier a-t-il avancé depuis que Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Equipeement et des Transports, a accepté de revoir le projet ?

Jean-Claude Gayssot a principalement précisé que l'A28 ne pourra se faire que dans le strict respect des directives européennes. Aujourd'hui, ses services tentent de trouver des solutions pour concilier tout ça. Ce n'est visiblement pas facile et il semble qu'on s'oriente de nouveau vers des études complémentaires. De notre point de vue, c'est sans espoir au regard des textes communautaires.

Quelle alternative proposez-vous à la réalisation de l'A-28 ?

L'A28 double d'un bout à l'autre une nationale; Celle-ci n'a pratiquement jamais été aménagée depuis 30 ans. Pas besoin d'être polytechnicien pour se dire que son aménagement raisonnable permettrait de régler le problème actuel de sécurité sur cet axe. Il faudra le faire de toute façon. Hé bien, allons-y !

Votre combat local a-t-il reçu des échos dans d'autres régions traversées par des autoroutes ?

Nous travaillons depuis le début en réseau et les copains français ou européens, s'occupant de dossiers d'infrastructures ou d'aménagements lourds, connaissent comme nous le dossier A28. Malheureusement, notre scarabée a pratiquement disparu de toute la partie nord de l'Europe. Il n'a pas volé son statut de protection et reste plus que jamais menacé. Notre histoire a peu de chance de se reproduire ailleurs mais la méthode est en train de faire des petits...

Propos recueillis par Sylvain Marcelli

La renoncule à feuille de lierre



FIG. 1485. — Renoncules.
1. Acris ; 2. Aquatilis ; 3. Des Heuristics.

La renoncule à feuille de lierre : voilà un bien joli nom qui a servi, parmi d'autres recours, à retarder le projet de réouverture de la ligne de Grande Ceinture.

Je pense que la démocratie dans ces moments-là a montré ses limites. S'il est un droit fondamental de la démocratie, c'est bien celui de pouvoir s'exprimer. Quelle chance avons-nous dans ce pays d'avoir ce privilège. Mais quand l'on fait "capoter", car c'est bien le mot qu'il faut employer, le projet de mise en service de la ligne Saint Lazare - Noisy le Roi par le Sud et Saint Lazare - Saint Germain en Laye par le nord sous différents motifs dont celui fallacieux qui prétend que l'on va décrire une espèce rare : la renoncule à feuille de lierre,

cela démontre une réelle mauvaise foi.

J'ai cherché cette renoncule dans le Larousse agricole et dans l'encyclopédie du monde végétal qui appartenait à mon père, je n'y ai rien trouvé. Certes ce ne sont pas des éditions récentes et surtout, Papa ne cherchait pas à faire pousser des plantes qui n'existent apparemment pas. Il était horticulteur et cultivait ce qui existait. Peut-être, cette espèce rare et dont il est question, est-elle localisée en forêt seulement aux alentours de la gare de Saint Nom La Bretonne ?

Ces recours, comme c'est souvent le cas, sont l'œuvre de personnes, voire d'association qui veulent défendre un quelconque intérêt particulier et c'est là bien normal. Ces revendications, somme toute parfois légitimes, ont abouti à l'abandon d'un tracé longuement mûri et réfléchi et à ouvrir cette ligne

"quel que soit le projet". Un projet qui est selon les experts bien moins attractif aux yeux des éventuels utilisateurs.

L'écologie ou la qualité de vie ne sont pas forcément l'apanage de ceux qui s'en réclament. Pendant toutes ces années perdues à cause de pressions et d'interventions maladroites retardant la réalisation de l'ouverture d'une ligne ferroviaire à Noisy le Roi, combien de Co supplémentaires s'est évanoui dans le ciel francilien ? Que tous ces empêchements de tourner en rond sachent que, si, loin de moi l'idée de leur contester le droit d'habiter Noisy le Roi, je pense qu'ils n'y sont pas arrivés en vélo ou en voiture électrique.

Tout ces recours ont finalement abouti à la réalisation d'un projet beaucoup plus coûteux et qui ne correspond pas à la déclaration d'utilité publique.



2004 : En attendant le tracé.

à fleur d'eau

N° 6 - Juin 2006

Lettre du pôle-relais "zones humides intérieures"

Quand un tribunal demande la remise en état d'un marais...



Éditorial

Deux pas en avant, un pas en arrière...

Avec l'adoption récente de la Loi sur le développement des territoires ruraux et de la Loi d'orientation agricole, un contexte législatif favorable à la préservation et la prise en compte des zones humides par le monde agricole semblait s'amorcer.

C'était sans compter sur la circulaire du Ministère de l'Agriculture (7 fév. 2006) issue de la Loi de finances pour 2006 ! Celle-ci prévoit en effet que l'ensemble des dépenses d'amélioration supportées par le propriétaire soit déductible des revenus fonciers issus des propriétés rurales non bâties ; ceci inclut notamment les dépenses de drainage, l'arrachage de haies, le comblement des fossés, les travaux de défrichement,...

Encore un exemple qui reflète l'incohérence des politiques publiques !

L'Equipe du Pôle-relais

Fin 2001, agents de la police de l'eau et naturalistes constatent d'importants travaux de drainage et de suppression de haies dans le marais alluvial de Bords, le long de la Charente : creusement de fossés, pose de drains, arrachage de près de 7 km de haies, installation d'une pompe d'évacuation de l'eau de drainage, élévation de digues anti-inondation le long de certaines parcelles... Objectifs de l'agriculteur : abaisser le niveau d'eau et modifier les circuits d'écoulement hydraulique afin de permettre une maïsiculture intensive !

Ce marais, inclus dans une ZNIEFF et dans le réseau Natura 2000 au titre des Directives Habitats et Oiseaux, est pourtant considéré dans le SAGE comme une "zone humide d'importance majeure".

À ce titre, il abritait de nombreuses espèces animales et végétales protégées aux niveaux national et communautaire (Râle des genêts, Milan noir, Loutre, Rhinolophes, Rosalie des Alpes, Orchis des Marais...). Les travaux ont entraîné leur disparition. Malgré les courriers répétés des services de la Préfecture et de la commune, l'agriculteur a toujours refusé de déposer les dossiers de déclaration (pour drainage) et demandes d'autorisation (pour assèchement) imposés par la Loi sur l'eau, et continuait à drainer et à assécher le marais courant 2000 et 2001. Face à ce constat alarmant, plusieurs associations (LPO, Nature Environnement 17,...) déposent une plainte début 2002 pour drainage et assèchement de marais et atteinte à la conservation d'espèces protégées.

Le 23 mars dernier, le verdict tombe. Le jugement est exemplaire : le Tribunal de Grande instance de Saintes ordonne la remise en état du site ! Dans un délai de 10 mois, l'agriculteur devra avoir redonné au marais son état initial, en replantant les haies, en restaurant le fonctionnement hydraulique et en recréant des prairies naturelles.

Si au terme de ce délai, les travaux de remise en état ne sont pas réalisés, outre une peine qui sera alors prononcée par le Tribunal, une astreinte de 2000 € par jour de retard commencera à courir. Par ailleurs, en plus des frais de procédure, l'agriculteur devra verser des dommages et intérêts aux déposataires de la plainte.

Une décision de première instance extrêmement satisfaisante dans cette affaire exemplaire d'atteinte aux zones humides !



© P. Jourde - LPO



Contact presse : Katell BRANELLEC, LPO - 05 46 82 12 65 - mission.juridique@lpo.fr

Conclusions

On voit bien tout d'abord que la ZNIEFF du Camp de Frileuse est importante notamment à cause de la présence de la Coronelle Lisse.

On voit également que toute perturbation sur son habitat que ce soit partiellement, par la création d'une enclave dans la ZNIEFF ou une déclassification de la ZNIEFF aura pour effet de détruire la pérenité de l'espèce, sur ce lieu.

On voit également que des espèces protégées au même niveau que la Coronelle Lisse ont créé de véritables contentieux juridiques qui ont permis de sauvegarder l'habitat de ces espèces, parfois après de luttes de plusieurs années.

De nombreuses associations ont participé à ces luttes et sont riches d'expérience sur lesquelles s'appuyer pour être plus efficaces.

L'impact écologique de tout aménagement a besoin d'être évalué très complètement et nous devons faire appel aux compétences présentes dans tous les milieux liés à la préservation de l'environnement.

Ceci est d'autant plus important que le projet d'aménagement dans cette zone implique l'élargissement de la route longeant le Ru de Gally entre Thiverval et Crespières. Cette route est bordée par le Ru de Gally d'un côté et une ZNIEFF de l'autre.

Peut-on sereinement envisager de détruire deux ZNIEFF pour un projet d'aménagement qui aboutit dans un cul-de-sac ne respectant pas les normes de sécurité définies pour une circulation importante de véhicules de grand volume ?